

LES REBELLIONS CONGOLAISES ET LEURS PARRAINS DANS L'ORDRE POLITIQUE REGIONAL

par Bernard Leloup

Abstract

This article attempts an analysis of the current political situation in the great lakes region, taking the middle of 2001 as its starting point. It shows to what extent Uganda has strengthened its support in the region to the detriment of Rwanda; although the latter is working on a wealth of new ways of restoring the balance of power and staying «in the game».

In addition, the paper tries to determine and explain the strategies followed by the different parties at the Sun City Conference, in South Africa. It also looks at the various Congolese rebel factions, even if they do not feature large in this article, since their role appears less important than that of their backers. This discomfiting conclusion confirms us in our opinions, viz. that the Congo's destiny is being played out with its citizens unable to have any decisive influence thereon. The famous «Inter-Congolese dialogue» is a striking example of this: these are not so much discussions *between Congolese* but rather negotiations *about the Congo*, held by foreign states that have interests there. Our analysis focuses on two of them: Rwanda and Uganda, between whom relations are, moreover, far from idyllic.

The Rwandan-Ugandan conflict is an important issue in understanding the crisis that Central Africa is going through. We see, from an appraisal of the current situation, to what extent this disagreement not only influences the choices made by the two regimes but also shapes their foreign policy and, consequently, the political stability of the region as a whole.

Relations between Uganda and Rwanda have continued to deteriorate over the past few years. The increasing differences between the two countries have been violently expressed several times in the battles that these former allies have fought in Congolese territory. High crisis points are regularly reached, with what appear to be lulls in between. Several times, this feud has almost turned into all-out war. The fact remains that British mediation and processes inside Rwanda and Uganda have, until now, prevented the worst from happening.

1. INTRODUCTION

Cet article tente une analyse de la situation politique qui prévaut dans la région des grands lacs, en prenant le milieu de l'année 2001 comme point de départ. Il montre combien l'Ouganda renforce ses appuis régionaux au détriment de ceux du Rwanda qui, toutefois, développe des trésors d'inventivité pour rééquilibrer les rapports de force et se maintenir dans le jeu. Il s'efforce encore de cerner et d'offrir des éléments d'appréciation des stratégies poursuivies par les uns et les autres lors des assises de Sun City, en Afrique du Sud. Il passe en revue les différentes rébellions congolaises, même

s'il en sera en fait peu question dans cette contribution, tant leur rôle paraît réduit par rapport à celui de leurs parrains. Cette constatation lancinante conforte notre opinion selon laquelle la destinée du Congo se joue sans que ses citoyens puissent l'influencer de façon déterminante. Le fameux «dialogue intercongolais» en est une illustration remarquable: davantage qu'un débat *entre Congolais*, il est plutôt une négociation *à propos du Congo*, menée par des Etats étrangers qui y ont des intérêts. Nous concentrons notre analyse sur deux d'entre eux: le Rwanda et l'Ouganda, dont les relations réciproques sont par ailleurs loin d'être idylliques.

Le contentieux rwando-ougandais est un élément important pour qui veut comprendre la crise que traverse l'Afrique centrale. A travers un état des lieux de la situation, nous voyons à quel point ce différend influence les options prises par l'un et l'autre régime, modèle leur politique étrangère et, partant, l'ordre politique régional dans son ensemble. Plus que d'autres, les Congolais ont toutes les raisons de ne pas s'en désintéresser: ce sont eux qui, jusqu'à présent, en ont été les principales victimes et ils pourraient, demain encore, continuer à en faire les frais¹.

2. L'AGGRAVATION DU CONTENTIEUX RWANDO- OUGANDAIS EST CONTENUE PAR LA PRESSION BRITANNIQUE

Les relations entre l'Ouganda et le Rwanda n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années. Les divergences croissantes entre les deux pays se sont à plusieurs reprises violemment exprimées lors des batailles que les alliés d'hier se sont livrées en territoire congolais². Des pics d'extrême tension se succèdent régulièrement, entrecoupés de périodes d'accalmie apparente. Le différend s'est ainsi brusquement ravivé en mars 2001, le gouvernement du Rwanda étant officiellement déclaré hostile à l'Ouganda³. Cet épisode

¹ Aussi ne comprenons-nous pas certaines opinions qui persistent à faire croire que ce conflit n'en est pas un, mais au contraire une conspiration anglo-saxonne destinée à détourner des enjeux réels l'attention de la communauté internationale. Puisse cet article contribuer à corriger ces interprétations inexacts, dont on peut trouver un éloquent exemple dans l'édition du 4 novembre 2001 du journal kinois *L'Avenir*. Bien sûr, on peut comprendre la frustration congolaise de voir le Royaume-Uni se soucier plus des querelles de leurs agresseurs que de la guerre qui ravage leur pays depuis près de six ans.

² Pour un historique des relations rwando-ougandaises et une analyse de la montée de la tension, voir LELOUP, B., «Rwanda-Ouganda: chronique d'une guerre annoncée?», REYNTJENS, F. et MARYSSE, S. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 1999-2000*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.127-145.

³ Lire à ce propos la section consacrée au différend rwando-ougandais dans LELOUP, B., «Le Rwanda dans la géopolitique régionale», MARYSSE, S. et REYNTJENS, F. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp.75-93; également publié dans *Dialogue*, n°224, Bruxelles, septembre-octobre 2001. Dans le document ministériel que

introduit dans la relation entre les deux pays une rupture que nous jugeons irréversible⁴. Depuis, d'autres éléments sont encore venus renforcer ce point de vue.

Le début du mois de juillet 2001 voit certes s'engager quelques actions publiques de réconciliation, dont voici des exemples. Le général-major Salim Saleh⁵, pourtant fervent partisan d'une ligne dure vis-à-vis du régime rwandais, se rend à Kigali pour les cérémonies du *Liberation Day*, le 4 juillet⁶. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Kagame émet l'espoir que sa rencontre avec Museveni, prévue le surlendemain, aboutisse à une amélioration des liens entre les deux pays. «*Nous désirons avoir de bonnes relations avec tous nos voisins, et nous sommes prêts à le faire*», affirme Kagame, ajoutant que «*les difficultés récentes dans les relations avec l'Ouganda sont funestes*»⁷. Le 6 juillet, Museveni et Kagame se rencontrent à Gatuna⁸, puis à nouveau le 10 juillet, en marge du sommet de l'OUA, à Lusaka, en Zambie. A Gatuna, le communiqué officiel est des plus apaisants: il parle d'une atmosphère «*chaleureuse et amicale*», de la décision d'établir, dans le domaine des relations internationales, «*une étroite relation de travail afin d'harmoniser leurs positions*», et précise encore que Kagame a accepté une invitation pour une visite en Ouganda. A propos des événements de Kisangani, les deux présidents décident d'encourager le travail de la commission conjointe permanente pour résoudre le différend⁹. Lors de la conférence de presse qui suit la rencontre, Kagame estime qu'il existe «*un espoir d'amélioration*» des relations bilatérales. Museveni indique que le problème des exilés des deux pays dans le territoire de l'un et de l'autre a été largement abordé¹⁰: «*[n]ous avons discuté dans le menu détail de ce problème et il y a des moyens très faciles de le traiter. [...] Dans la pratique normale, ces personnes ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine, mais elles ne doivent pas se servir du pays voisin pour causer des problèmes à leur pays. C'est pourquoi j'attendrai que le Rwanda s'occupe de ces personnes et le*

nous avons pu consulter à Kampala, c'est bien le gouvernement du Rwanda (et non simplement le Rwanda) qui est mentionné aux côtés du Soudan et de la République démocratique du Congo.

⁴ Du moins tant qu'aucun changement de régime n'affectera l'une ou l'autre capitale.

⁵ Demi-frère de Museveni et ancien chef d'état-major de l'armée ougandaise. Son vrai nom est en fait Kaleb Akandwanaho.

⁶ Présent ce jour-là au stade Amahoro où se déroule la manifestation, nous sommes surpris de l'accueil réservé à l'officier ougandais, ostensiblement mis à l'honneur par les autorités rwandaises.

⁷ Cité par NATIONS UNIES, IRIN-CEA, Bulletin 1216, Nairobi, 6 juillet 2001.

⁸ Du côté rwandais de la ville frontière entre les deux pays.

⁹ Communiqué conjoint, Gatuna, 6 juillet 2001.

¹⁰ Et pour cause: pas plus tard qu'au mois de juin, le colonel Samson Mande, rejoint par le lieutenant-colonel Anthony Kyakabale et des dizaines d'autres militaires et officiers de police, quittent l'Ouganda pour se réfugier au Rwanda.

Rwanda, j'en suis sûr, s'attend à ce que l'Ouganda s'occupe de la même manière des Rwandais qui passent par l'Ouganda». Quant à «l'hostilité» du Rwanda, Museveni indique que le problème est maintenant résolu: «[d]epuis que je suis venu ici et que j'ai rencontré le président Kagame et eu les discussions qui sont résumées dans le communiqué [...] la question est finie»¹¹.

Mais d'autres déclarations sont plus inquiétantes. Ainsi celle du lieutenant-colonel Anthony Kyakabale qui, de son exil au Rwanda, déclare avoir «décidé, avec le colonel Mande et d'autres officiers et hommes des UPDF [Uganda People's Defence Forces], d'engager le combat pour libérer l'Ouganda de la tyrannie de Museveni». Et de justifier sa décision: «[e]n tant que révolutionnaire qui a combattu contre la violence et le trucage des élections de 1980, je ne peux pas regarder passivement l'Ouganda retomber dans son violent passé»¹².

Kagame se distancie quelques jours plus tard de ces déclarations en affirmant que la défection d'un officier supérieur de l'armée ougandaise au Rwanda «n'[a] rien à voir avec [lui] ou avec le gouvernement du Rwanda». Il souligne que le Rwanda n'accepte pas et ne soutient pas les déclarations faites contre l'Ouganda, en précisant que «le message a été clairement transmis à ces officiers». Kagame poursuit: «[i]ls ne peuvent pas déclarer leurs intentions hostiles à l'égard de leur pays depuis le Rwanda, où ils demandent l'asile. Ils devront se conformer à ces instructions, sinon il nous faudra réfléchir à la manière de les traiter»¹³. Mais, d'après *The Rwanda Herald*, le président rwandais se dit en même temps prêt à accueillir d'autres déserteurs: «I am stating that the UPDF and police officers are here in Rwanda and we are still dealing with the problem accordingly with UNHCR. We received them on humanitarian grounds and we are even ready to receive more provided they do not come to our soil to carry out any act contrary to their refugee status in the country»¹⁴. En outre, un démenti des intéressés eux-mêmes n'intervient que beaucoup plus tard. Fin octobre 2001, à un moment où la tension entre l'Ouganda et le Rwanda est à son comble, Samson Mande téléphone à un quotidien ougandais pour rejeter les allégations selon lesquelles son compagnon d'exil et lui ont appelé à la lutte armée. Il explique au journal que Kyakabale a dit qu'ils «lutteraient» pour le retour de la démocratie en Ouganda, spécifiant bien que «lutter» contre Museveni ne signifie pas seulement «rébellion armée». Et d'insister sur le fait qu'ils sont en

¹¹ Cités par NATIONS UNIES, IRIN-CEA, Bulletin 1217, Nairobi, 9 juillet 2001.

¹² Cité par NATIONS UNIES, IRIN-CEA, Bulletin 1212, Nairobi, 2 juillet 2001.

¹³ Cité par NATIONS UNIES, IRIN-CEA, Bulletin 1216, Nairobi, 6 juillet 2001.

¹⁴ *The Rwanda Herald*, Kigali, 17-22 juillet 2001; nous soulignons.

train de «combattre» et qu'ils continueront à le faire, répétant encore que «combattre» pour un idéal n'implique pas forcément de prendre les armes¹⁵.

Par ailleurs, ni la rencontre de Gatuna ni celle de Lusaka ne semblent restaurer la confiance entre les deux chefs d'Etat¹⁶. Kagame décline ensuite une invitation de Museveni à se rendre à Kampala pour assister, du 18 au 21 août, au SMART¹⁷ *Partnership Dialogue*, discussions entre dirigeants africains et hommes d'affaires sur la meilleure façon de promouvoir l'investissement et le commerce, et développer l'économie des pays africains. Ils se parlent encore le premier septembre, lors de la conférence des Nations unies sur le racisme à Durban, en Afrique du Sud¹⁸. Enfin, tous deux participent le premier octobre à Bujumbura à une réunion dans le cadre du processus de paix au Burundi. Les choses ne paraissent pas s'arranger pour autant.

Au contraire, les événements s'accroissent en ce mois d'août et en septembre, et prennent un tour dramatique en octobre. La fuite de Kizza Besigye¹⁹, le 17 août, mais surtout l'aide que lui apporte le Rwanda pour ce faire²⁰, met Museveni très mal à l'aise. D'autant que son redoutable rival annonce ne pas avoir d'autre choix que de prendre les armes: «*I have gone through a process of violent conflict, a violent change of government before, and I am keenly aware of what it costs [but] [...] if the government leaves no option open for peaceful and democratic means of changing or addressing leadership issues, then I'm afraid I will not have the option of avoiding the regrettable and disruptive means of using force*»²¹. Cette affaire, ajoutée aux récentes défections au sein de son armée et la certitude de voir sans cesse la main du Rwanda derrière tout cela, exaspère profondément Museveni, qui décide de dénoncer ce qu'il considère être des préparatifs de guerre menés par le Rwanda.

Le 28 août, le président ougandais prend la liberté d'écrire à Clare Short, secrétaire britannique à la Coopération, pour lui faire part de la

¹⁵ *The Monitor*, Kampala, 26 octobre 2001.

¹⁶ Entretiens divers, Kigali et Kampala, juillet 2001.

¹⁷ *Sustainable, Measurable, Attainable, Result-oriented and Timely*.

¹⁸ Kagame y rencontre également seul à seul le président Kabila. Les deux hommes se réunissent à nouveau le 26 septembre à Blantyre, au Malawi.

¹⁹ Colonel en retraite de l'armée ougandaise, il est le principal challenger de Museveni aux élections présidentielles du 12 mars 2001.

²⁰ Il apparaît, d'après de nombreuses sources, que l'officier ougandais traverse la frontière tanzanienne à Kikagati, où il est immédiatement pris en charge par des agents rwandais. Ceux-ci l'accompagnent jusqu'au poste de Rusumo par lequel il entre en territoire rwandais. Cet épisode montre aussi la facilité avec laquelle les services de sécurité rwandais opèrent dans cette région de Tanzanie, qui pourra difficilement rester en dehors d'un conflit entre le Rwanda et l'Ouganda si celui-ci venait à éclater.

²¹ Cité par NATIONS UNIES, IRIN, Nairobi, 30 août 2001.

détérioration des relations de son pays avec le Rwanda²²: *«I am embarrassed to have to communicate with you about the deteriorating situation in the bilateral relations between Uganda and the government of Rwanda, led by President Kagame»*. Il affirme n'avoir aucun doute que le Rwanda prépare une agression contre l'Ouganda: *«[w]e have no doubt that Rwanda is planning aggression against us either using proxies or, even, directly»*. Il développe ce dernier point en mentionnant la présence au Rwanda d'officiers militaires ougandais en fuite et s'adonnant à des activités subversives: *«[t]here are some Ugandan Army officers who ran from here, jumping bail or fleeing potential prosecution for a number of crimes, to Rwanda. Since some months these officers, who we hear were given amnesty in Rwanda, have been frantically telephoning many serving Army officers in Uganda asking them to betray their country by spying for Rwanda and fighting our Government and people. Furthermore, they have been recruiting Ugandan youth and taking them to Kigali for military training.»* Et de préciser l'ouverture de trois centres d'entraînement autour de Kigali et d'un autre à Rutshuru, avec l'appui des autorités rwandaises: *«[w]e are now sure that they have also opened three training centres around Kigali with the full support of Rwanda Government. We hear that they have also opened another centre for the same purpose in Rutshuru.»*

Museveni, dans sa longue lettre à Clare Short, ne s'arrête pas là. Il demande à son interlocuteur de la compréhension face à son intention d'augmenter ses dépenses en matière de défense: *«Right Honourable Minister, we have just defeated the protracted terrorism organised against us by Sudan [...] We cannot countenance nor tolerate another round of terrorism this time organised by Mr. Kagame whom we sacrificed so much to stand with when the whole world was either against their cause or indifferent to it. I am, therefore, writing to you [...] to request you to show understanding to our intention to raise our defence spending beyond the 1.9% of GDP [Gross Domestic Product] we had agreed with the donors. [...] Given that Mr. Kagame is turning the sister state of Rwanda into an enemy state to Uganda, we cannot go with the hamstrung position of having a small, under-equipped Army in such a volatile situation.»*

Il porte également un jugement très dur sur le régime rwandais, dont il met en avant l'arrogance et la faillite idéologique: *«Rwanda has got an Army of 100.000 officers and men. [...] It is possible this level of manpower that gives the arrogance to think that they can interfere in the internal affairs of Uganda. This is in addition to the ideological bankruptcy of their leadership.»* Et de conclure, non sans clairement réaffirmer que sa cible est bien Kagame et

²² Nous reproduisons ci-après des extraits de cette lettre. Ce n'est qu'au début du mois d'octobre que son contenu est rendu public.

ses quelques collaborateurs, et non le peuple rwandais: «*[i]f you can do something to persuade Mr. Kagame from his dangerous course, it would be good for the region. [...] The people of Rwanda are not our enemies. If Mr. Kagame decides to be our enemy, it will be himself that is the enemy and his few collaborators. Unfortunately, though, since they lead that country, they can, initially, mobilize their Army and their Ugandan criminal agents against our country. These are the ones we have to deal with.*»

Quoiqu'on puisse penser de cette façon peu amène de procéder, la lettre du président ougandais n'en est pas moins empreinte d'une désarmante sincérité. La simplicité²³ avec laquelle il décrit l'aggravation de la situation et la force tranquille avec laquelle il prend le temps d'expliquer les choses, ne rendent son appel à l'aide que plus touchant. Si les faits qu'il dénonce apparaissent exacts dans leur ensemble, ils masquent néanmoins des préparatifs similaires, côté ougandais, visant à déstabiliser le régime rwandais²⁴. Quoi qu'il en soit, son argumentation et les difficultés qu'il avance méritent certainement d'être ici approfondies.

Le président ougandais, en attirant l'attention sur les plans d'agression de son pays par le Rwanda, ne fait que rapporter une crainte légitime et fondée. Ceux-ci existent bel et bien, au moins depuis le début de l'année 2001. Au-delà de la propagande inévitablement liée à de telles préparations²⁵, nous avons acquis la conviction que l'éventualité d'une guerre totale a été discutée dès ce moment-là par l'état-major rwandais. Celle-ci a été envisagée de façon beaucoup plus précise au fur et à mesure de l'avancement de l'année²⁶. D'après les informations que nous avons pu recueillir, l'option

²³ Ou devrait-on dire le simplisme? La répétition de mots, le style décousu et autres fautes de frappe nous ont dans un premier temps fait douter de son authenticité. Celle-ci a depuis lors été confirmée.

²⁴ Sur la stratégie poursuivie par Museveni à l'égard du régime rwandais, voir LELOUP, B., «Le Rwanda dans la géopolitique régionale», *op. cit.*, pp. 90-91 (*Dialogue*, n°224, Bruxelles, septembre-octobre 2001, pp.23-25). Début août 2001, la plupart des officiers de l'APR (Armée patriotique rwandaise) réfugiés à l'étranger sont invités en Ouganda pour une réunion de concertation, mais la rencontre sera finalement annulée au dernier moment. Les autorités ougandaises se rendent bien compte que les quelque 300 militaires rwandais exilés sur leur sol constituent une arme potentiellement puissante à disposition. Mais l'absence de coordination entre eux fait qu'ils sont autant d'électrons libres dont la force de frappe est proche de zéro. D'autre part, plus que le Rwanda, il semble que l'Ouganda éprouve beaucoup de mal à organiser «ses» déserteurs. Museveni paraît également très attentif à ne pas faire le moindre faux pas dans un contexte international qui lui est plutôt favorable, d'où l'adoption d'un comportement plus attentiste.

²⁵ Propagande qui pousse nos sources ougandaises à accentuer la menace, tandis que nos contacts à Kigali ont tendance à la diminuer, voire à la nier.

²⁶ Entretiens avec des officiers rwandais, ougandais et congolais à Kampala, Kigali et Bruxelles, 2001-2002. Nous publions, en annexe, deux documents des services de renseignements militaires ougandais. Le premier, daté du 19 avril 2001, est rédigé par le capitaine (aujourd'hui major) Moses Rwakitarate, en charge de l'unité de protection

privilegiée comporterait d'abord des infiltrations dans la partie du Nord-Kivu sous influence ougandaise, avec l'objectif de s'assurer le contrôle des principales villes²⁷ ainsi que la maîtrise des eaux du lac Edouard et de sa rive nord et ce, jusqu'au massif du Ruwenzori²⁸. Les opérations seraient menées par des troupes du RCD²⁹-Goma, l'APR et la *People's Redemption Army*³⁰. Cette dernière s'installerait dès lors durablement dans cette zone qui lui servirait de base arrière. Une source militaire ougandaise précise qu'il s'agirait là de faire jonction avec l'ADF³¹ et de tenter une collaboration avant d'éventuellement envisager la formation d'une alliance entre les deux mouvements rebelles³². Ensuite, des attaques vers le territoire ougandais partiraient à la fois de ces nouvelles positions et de la partie actuellement occupée par le Rwanda, au niveau d'Ishasha. Un plan complémentaire envisagerait une attaque directe au niveau de la frontière rwando-ougandaise, à partir de Gatuna et Kagitumba.

Le président ougandais signale ainsi à raison la présence d'officiers militaires ougandais sur le sol rwandais. Ceux-ci nourrissent effectivement des projets contre l'Ouganda et ils bénéficient d'un appui rwandais certain. Il semble que le commandement rwandais souhaite utiliser ces déserteurs de la même manière qu'il s'est servi de l'AFDL³³ ou qu'il se sert aujourd'hui du RCD au Congo. C'est le major Emmy Ruvusha qui est chargé de la coordination de l'opération.

présidentielle, et comprend une mention manuscrite («*send a copy of this to AC [Army Commander] for further study and necessary action*») signée par Museveni à qui le document est adressé. Ce rapport, qui relate une brève visite de l'officier à Rukungiri (sud-ouest de l'Ouganda), fait part de la tenue manifeste d'activités subversives, y compris de la part de l'APR, et ce, alors que les troupes ougandaises basées dans la région laissent selon lui à désirer. Le second document, daté du 3 juillet 2001, s'adresse encore à Museveni mais émane cette fois du colonel Noble Mayombo, responsable des services de renseignements militaires. Il s'agit d'un rapport qui détaille les projets supposés de déstabilisation de l'Ouganda ourdis par Samson Mande.

²⁷ La mainmise sur les localités aéroportuaires aurait de surcroît l'avantage de prévenir l'ouverture d'un nouveau front à l'initiative de Kinshasa.

²⁸ Fortement redoutée par l'Ouganda, pareille stratégie n'aurait-elle pas motivé les rumeurs, en octobre 2001, de la prise de Kanyabayonga (voir *infra*) et celles d'une avancée de l'APR en direction de Butembo et Beni (*The Monitor*, Kampala, 12 mai 2002)? C'est en tout cas cette crainte qui semble justifier un redéploiement important des troupes ougandaises dans le nord-est congolais pendant l'hiver 2001-2002.

²⁹ Rassemblement congolais pour la démocratie.

³⁰ On sait peu de choses sur ce mouvement de lutte contre le régime ougandais, si ce n'est que le colonel Samson Mande aurait été à l'origine de sa création, durant l'été 2001 au Rwanda.

³¹ *Allied Democratic Front*.

³² A noter que l'ADF gagnerait beaucoup à se fondre dans une nouvelle structure qui lui ferait échapper à la qualification peu enviable de groupe terroriste dont les Etats-Unis l'ont affublé.

³³ Alliance des forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre).

A propos des recrutements, entraînements militaires et autres conversations téléphoniques, Museveni, dans sa lettre, ne fait que relayer les informations dont il dispose de ses services de renseignements. Face à son intention d'augmenter les dépenses militaires, il semble à nouveau que Museveni exprime ici une préoccupation réelle de son armée, qui se retrouve au travers de divers rapports transmis³⁴.

Enfin, le fait de rappeler que c'est le régime rwandais et non les Rwandais eux-mêmes qui est visé permet de se réserver la possibilité de s'attirer des sympathies à l'intérieur du Rwanda, dans le lent processus d'une guerre d'usure entamé avec l'intention finale de remplacer Kagame à la tête de l'Etat rwandais.

La lettre de Museveni, une fois connue des autorités rwandaises, provoque la fureur du président Kagame. Le contenu de celle-ci n'est pas seulement insultant à l'égard de son régime; il est aussi une confirmation de ce que Museveni tente de saper le leadership rwandais dans ses contacts internationaux. Dans le cas qui nous préoccupe, la missive du président ougandais fait d'autant plus mal à Kagame, qu'adressée à Clare Short, elle tend à faire infléchir la politique d'un des gouvernements qui soutient encore de façon pratiquement inconditionnelle son pays. Franchissons un pas supplémentaire: ce courrier n'est-il pas un test pour sonder la réaction de Short face à un changement de régime qu'à Kigali, Museveni appelle de ses vœux³⁵?

Au même moment, en août, Museveni renforce son dispositif le long de la frontière avec le Rwanda et la Tanzanie. En septembre, les villes de Kisoro, Kikagati et Kabale accueillent chacune un bataillon, tandis que les patrouilles sont intensifiées entre Masaka et Mbarara.

Le 17 octobre 2001, le Rwanda avertit toutes les missions diplomatiques de Kigali que l'Ouganda a l'intention de lancer une attaque dans les 48 heures. Au même moment, Kigali diffuse auprès des notables du pays et au sein de la communauté rwandaise à l'étranger³⁶ une circulaire rédigée en kinyarwanda par Charles Muligande, secrétaire général du FPR, et intitulée «*Ibisobaruno ku mubano wa Uganda n'u Rwanda*»³⁷. Son contenu ne prête pas à confusion: «*[l]'Ouganda masse des troupes le long de la frontière, demande aux familles des soldats d'évacuer les camps militaires, recrute et achète de grosses quantités d'armes. [...] Comme nous n'avons pas la possibilité de déplacer physiquement le Rwanda pour le mettre hors de portée de l'Ouganda, c'est un devoir pour nous tous d'être prêts à combattre dans*

³⁴ Voir les annexes auxquelles la note infrapaginale 26 fait référence.

³⁵ Si tel est le cas, Museveni a très vite compris qu'il ne devait attendre aucun soutien en ce sens de la part de son interlocutrice.

³⁶ Via le réseau des ambassades.

³⁷ Ce qui, en français, signifie «Explications sur les relations entre l'Ouganda et le Rwanda».

*cette guerre et de la gagner, en réponse bien sûr à l'agression ougandaise. [...] Si l'Ouganda nous attaque, notre résistance sera une juste cause et nous vaincrons»*³⁸. Le 31 octobre, au stade du campus universitaire de Butare, une conférence réunit des milliers d'étudiants et professeurs, mais aussi des habitants de la ville. Parmi les intervenants, on compte notamment Charles Muligande et le général de brigade James Kabarebe³⁹. Le doute n'est plus permis: le régime prépare bien son opinion publique à la guerre et s'efforce de s'assurer de son soutien en cas de déflagration.

Le 23 octobre, la presse ougandaise officielle accuse l'armée rwandaise de s'être emparée du poste de Kanyabayonga⁴⁰ «à l'issue d'un siège de trois jours» et d'en avoir chassé les troupes du RCD-ML⁴¹. Dans une lettre datée du jour même, le colonel Laurent Munyakazi, représentant du Rwanda à la Commission militaire mixte⁴², dément ces accusations: «*I have the honour to inform you about the allegations by Uganda that Rwanda is increasing its troops at Kanyabayonga. The allegations are baseless.*» Et de contre-attaquer: «*I would like to point that Uganda is preparing to attack RPA positions in North Kivu, which were declared ours at a meeting in Kampala on August 12, 1999*»⁴³. De son côté, la MONUC décrit comme sans fondement les informations faisant état de combats entre Rwandais et Ougandais: «*no military build up was noticed by ours teams (one from Goma and another one from Beni) nor was there any sign of fighting. But the situation remain tense*»⁴⁴.

La méfiance est totale entre les deux pays et la guerre semble sur le point d'éclater. L'un et l'autre massent des troupes à leur frontière commune. Cette escalade pousse la communauté internationale à mettre la pression sur Kagame et Museveni afin qu'ils renouent un dialogue interrompu depuis plusieurs semaines. Le 26 octobre, Kagame est absent d'un sommet régional à Gaborone, au Botswana, où il devait notamment rencontrer Museveni, en présence de Clare Short. A l'occasion d'une conférence de presse lors de ce sommet, Museveni confesse ses soucis avec le président rwandais: «*[o]f course we are having some problems but it is not in the interests of Uganda and Rwanda to discuss them here or what else I will discuss when I meet*

³⁸ D'après une traduction de ladite circulaire parue dans *Le Monde* du 11-12 novembre 2001 (lequel attribue erronément la colonisation du Rwanda à la Grande-Bretagne; on aurait pu s'attendre à plus de rigueur de la part du journal français).

³⁹ Il est alors chef d'état-major de l'armée rwandaise par intérim.

⁴⁰ Situé à la limite des zones dites d'influence ougandaise et rwandaise, au Nord-Kivu.

⁴¹ *The New Vision*, Kampala, 23 octobre 2001.

⁴² Mise en place par l'accord de Lusaka (1999) en son chapitre 7.

⁴³ Cité par *The New Vision*, Kampala, 2 novembre 2001.

⁴⁴ NATIONS UNIES, IRIN, Nairobi, 2 novembre 2001.

*president Paul Kagame. [...] Kagame and myself will certainly meet [...] It is absolutely in our interest to solve this one and we shall do it*⁴⁵.

Le 27 octobre, Amara Essy, secrétaire général de l'OUA, rencontre Museveni avant de se rendre à Kigali pour s'entretenir avec Kagame. Le 28, les commissions militaires rwandaises et ougandaises se réunissent à Kigali. Le 29, les deux ministres de la Défense se rencontrent à Kabale. Interrogé par *The Monitor*, le major Emmanuel Ndahiro, porte-parole du président rwandais, reconnaît que les choses ont été très loin: «*[t]he two ministers [...] will be accompanied by the army chiefs of staff. You know this is an issue which [requires] a high level [delegation] because stakes have gone very high. [...] The meeting between the two commissions had the objective of dealing with the mis-information and allegations that always get attributed to Uganda and us, and has put up a committee to specifically deal with that*»⁴⁶. La rencontre dure six heures et réunit, outre les ambassadeurs du Royaume-Uni en poste à Kampala et Kigali, une importante délégation rwandaise et ougandaise. Au terme des discussions, Amama Mbabazi annonce le retrait du bataillon basé à Kikagati et un redéploiement de celui-ci à Nzhungezi, à 25 kilomètres de là. Le 30, le ministre ougandais des Affaires étrangères James Wapakhabulo est à Washington dans le cadre d'un forum économique. Il y rencontre différents responsables auxquels il explique les derniers développements concernant le différend avec le Rwanda, la position de l'Ouganda sur le Congo et le Soudan.

La Grande-Bretagne, emmenée par Clare Short, prend les rennes de la médiation. Une rencontre entre Kagame et Museveni est imposée à la date du 6 novembre, à Londres⁴⁷. Ses prémices ne sont guère encourageantes. Le 5 novembre, James Kazini est promu chef d'état-major de l'armée ougandaise, ce qui, à la veille de la rencontre de Londres et compte tenu de son implication dans les affrontements de Kisangani, ne peut qu'être interprété comme une provocation⁴⁸. En réciprocité, Kagame désigne le général de brigade James Kabarebe à la tête de l'armée rwandaise. Le jour même de la

⁴⁵ Cité par *The Monitor*, Kampala, 27 octobre 2001.

⁴⁶ Cité par *The Monitor*, Kampala, 29 octobre 2001.

⁴⁷ Nous ne résistons pas au plaisir de reproduire ici un extrait de l'éditorial d'un quotidien ougandais: «*[t]he peace talks initiative is nothing but a gimmick to shield and preserve the two dictators. If Blair and his government were genuine in restoring democracy in Uganda and Rwanda, they should be telling Kagame and Museveni that the only solution to the tension between their two countries is for them to open up the political space and allow genuine democracy through free and fair multi-party elections to prevail. Anything else will be nothing but a window dressing exercise*» (*The Monitor*, Kampala, 11 novembre 2001). L'essentiel n'est-il pas dit?

⁴⁸ La promotion de Kazini a également l'avantage, aux yeux de Museveni dont il est très proche, de resserrer les rangs d'une armée autrefois plus loyale à son chef. Cette nomination dévoile un sentiment de vulnérabilité du président ougandais. Voir à ce sujet l'opinion de Charles Onyango-Obbo dans *The Monitor*, Kampala, 7 novembre 2001.

rencontre, l'armée ougandaise, faisant mine de répondre à des articles de presse doutant de sa capacité à faire la guerre, affirme dans un communiqué que «*[t]he UPDF is combat ready to carry out its constitutional role of defending the sovereignty of Uganda and the lives and property of Ugandans and all other people living within our borders. [...] The UPDF wishes to clarify and reassure Ugandans that the Force is [...] prepared to defend Ugandans from any possible and likely threat*»⁴⁹. Les discussions n'en aboutissent pas moins à la signature d'un accord entre les deux présidents, complété par un mémorandum sur la formation d'un *Joint Verification and Investigation Committee* (JVIC)⁵⁰.

Les lendemains de la rencontre ne sont pas plus enthousiasmants. Deux jours après ses entretiens avec Museveni, Kagame rompt le silence qu'il avait maintenu jusqu'ici à propos de la nomination de Kazini: «*Uganda has the right to decide who to make the head of the army or any other position. If, however, Uganda chooses someone who can cause tensions between the two countries to rise, the consequence doesn't not only affect Uganda, but Rwanda as well.*» Le ton est donné. Quant à la lettre de Museveni, il estime qu'elle était une indication de la mauvaise attitude du régime ougandais envers le Rwanda, et invite chacun à se faire une opinion: «*[a]nybody can judge from the contents of the letter who is the cause of the problem*». Et d'accuser encore le président ougandais d'utiliser le Rwanda comme bouc émissaire afin de justifier ses dépenses en matière de défense⁵¹. Quelques semaines plus tard, c'est au tour de l'Ouganda de faire monter les enchères. Amama Mbabazi déclare, avant de se faire rabrouer par Museveni, que les deux voisins ne pourront pas redevenir des pays frères tant que l'on n'aura pas établi les causes des affrontements de Kisangani. Ne dit-il pas tout haut ce que beaucoup pensent tout bas?

La Grande-Bretagne force à nouveau le dialogue. Le 10 février 2002, à Kigali, une rencontre entre les ministres de la Défense des deux pays prépare celle réunissant Kagame et Museveni, quatre jours plus tard, à Kabale. Amama Mbabazi et Emmanuel Habyarimana s'accordent sur la nécessité de pousser à la création d'un traité d'extradition bilatéral afin de régler le problème des dissidents: «*[t]he ministers agreed to ask their ministries of justice and foreign affairs to press ahead with work on an extradition treaty between the two countries conforming to international best practice*». Ils décident également de nommer un attaché militaire dans chaque pays, d'échanger des officiers de liaison aux frontières et de maintenir des contacts réguliers entre leurs responsables des services de renseignements militaires. Les deux parties se félicitent enfin du travail accompli par le JVIC constitué

⁴⁹ Cité par *The New Vision* et *The Monitor*, Kampala, 7 novembre 2001.

⁵⁰ Ces deux documents sont reproduits en annexe.

⁵¹ *BBC*, Londres, 8 novembre 2001.

en novembre dernier: «*[t]hese visits had been conducted in a transparent and professional manner, to the satisfaction to date in tension between the two countries, and expressed gratitude to the UK and other third party countries involved in these visits*»⁵². Cependant, sur la quinzaine de visites effectuées, une seule a été conduite au Nord-Kivu, ce qui paraît minimal en regard des évidents préparatifs de guerre dans et autour de cette région de l'est du Congo.

Le 14 février, Clare Short joue une fois de plus les intermédiaires entre les deux présidents. Suite à une question à propos des combats à Kisangani, lors de la conférence de presse qui suit leur rencontre, Museveni déclare ne plus vouloir revenir sur ces événements: «*[w]ell, we have solved it by dealing with the matter the way we have dealt with, by resolving the present problems. But we have not gone back to Kisangani. Because that is one way of solving it: forget about it*»⁵³. Et Clare Short d'ajouter que résoudre le problème de Kisangani revient en fait à résoudre le conflit du Congo dans son ensemble.

Mais les choses ne s'arrangent pas avec les négociations politiques congolaises à Sun City, en Afrique du Sud, dont l'issue est nettement défavorable au Rwanda (voir *infra*). Immédiatement, le Rwanda se montre très critique vis-à-vis de l'Ouganda: «*Uganda has nothing to tell us about this so-called power sharing agreement. It does not conform to the Lusaka Peace accord. This move jeopardizes the peace initiatives undertaken. Why should Uganda just say the deal is good because Bemba has been promised a job as Prime Minister [...] It is funny that Uganda is now applauding the deal. [...] Even the facilitator [...] Ketumile Masire has rejected the power sharing deal; so how can Uganda support such development*»⁵⁴? James Wapakhabulo, porteur d'un message de Museveni à l'attention du président rwandais, est dépêché le 24 avril à Kigali où il rencontre notamment Kagame. Il s'en dégage un accord formel selon lequel «*no one should close the door on further talks*». Et le communiqué officiel d'ajouter: «*Uganda and Rwanda agreed to use their good offices to persuade their respective allies to commit themselves to what they have already accomplished and to cooperate fully with the facilitator for the successful completion of the power-sharing arrangements*»⁵⁵. La veille, Museveni accueillait à Kampala Jean-Pierre Bemba et Léonard She Okitundu, le ministre congolais des Affaires étrangères.

Au moment de clôturer cet article, à la fin du mois de mai 2002, un rapport du JVIC est interprété en sens contraire par l'un et l'autre camp. Ce rapport, qui fait suite à une mission conjointe dans le district de Kisoro entre

⁵² Communiqué conjoint, Kigali, 10 février 2002.

⁵³ NATIONS UNIES, IRIN, Nairobi, 15 février 2002.

⁵⁴ D'après des propos tenus le 22 avril par Patrick Mazimhaka, cité par *The Monitor*, Kampala, 25 avril 2002.

⁵⁵ Cité par *The New Vision*, Kampala, 30 avril 2002.

les 14 et 16 mai, évoque «*some Interahamwe activity*» dans la région du parc national Mgahinga, «*unconfirmed reports of Interahamwe presence*» dans la forêt de Bwindi et signale que «*[s]mall groups of Interahamwe would transit from the DRC to Rwanda*». Les interprétations qu'en donne l'un et l'autre camp sont contrastées. Aux yeux de la presse ougandaise officielle, «*Uganda has been cleared by the Uganda-Rwanda military verification and investigation team of training interahamwe militia. [...] The team said in a report that Uganda does not have training camps for the militia to fight the Rwandan government*»⁵⁶. D'après *The New Times*, «*[t]he Rwanda-Uganda military verification and investigation teams have found evidence of Interahamwe activities [...] in the Kisoro district*»⁵⁷. Il n'en faut pas plus pour que le Rwanda demande à l'Ouganda de pouvoir entrer sur son territoire, afin d'y traquer ses «généralistes»: «*[w]e have asked Uganda to allow us to enter their territories both in Uganda and those under their control in DRC and flush out Interahamwe*»⁵⁸.

Nous ne sommes évidemment pas dupe de la manière dont Kigali utilise ces informations. Cela dit, ces accusations ne sont pas nouvelles et –il faut le reconnaître– peut-être pas complètement dénuées de fondement. Plusieurs sources de la région font en effet état de troublantes facilités accordées par l'Ouganda à ces groupes depuis le printemps 2001, parallèlement à l'aide accrue qu'ils reçoivent de Kinshasa. Souvenons-nous, pour conclure cette section, que ce sont des constatations analogues qui justifiaient en leur temps l'entrée de l'APR au Congo et l'occupation militaire rwandaise qui s'y poursuit maintenant depuis plus de cinq ans.

3. L'UGANDA RENFORCE SES APPUIS REGIONAUX AU DETRIMENT DE CEUX DU RWANDA QUI NE S'AVOUE POURTANT PAS VAINCU

Le Rwanda est de plus en plus isolé, tant sur la scène régionale qu'internationale⁵⁹. Sur le plan international, les relations sont toujours mauvaises avec la France⁶⁰ tandis que les rapports avec la Belgique sont en demi-teinte. Début février 2002, lors d'une visite difficile dans la région, le ministre belge des Affaires étrangères déclare disposer de rapports de ses

⁵⁶ *The New Vision*, Kampala, mai 2002.

⁵⁷ *The New Times*, Kigali, mai 2002.

⁵⁸ Cité par *The Monitor*, Kampala, 22 mai 2002.

⁵⁹ Lire LELOUP B., «Le Rwanda dans la géopolitique régionale», *op. cit.*, pp.75-93.

⁶⁰ *Id.*, pp.81-83. Pour une tentative d'éclairage de certains faits troublants en rapport avec la politique française au Rwanda, lire LELOUP, B., «Opération Turquoise: retour sur une intervention militaire controversée. La France a-t-elle quelque chose à cacher au Rwanda?», à paraître en 2003.

services affirmant la présence de troupes de l'UNITA⁶¹ à Kindu⁶². Ceci ne peut qu'irriter Kagame qui, le mois précédent, à Luanda, s'était efforcé de convaincre du contraire le président angolais Dos Santos. Quant aux Etats-Unis⁶³, leur lecture des événements se fait dorénavant à travers le prisme exclusif du terrorisme. Dans cette perspective, il semble que l'Ouganda, voisin du Soudan, jouisse d'une position stratégique qui fait de Museveni un relais indispensable dans la région. Le Rwanda conserve en tout cas l'appui de l'influente secrétaire britannique à la Coopération.

Sur le plan régional, la situation s'est encore aggravée avec l'Ouganda, le conflit menaçant à plusieurs reprises de dégénérer en une guerre totale. Il reste néanmoins que la médiation britannique et une dynamique interne au Rwanda et en Ouganda a jusqu'à présent empêché le pire de se produire. Au Congo, Kagame et Kabila ne sont à aucun moment parvenus à trouver un terrain d'entente ou à établir une relation de confiance mutuelle, malgré un certain nombre de rencontres entre les deux hommes. Le Rwanda a en outre perdu la caution des Banyamulenge et des Tutsi congolais en général. Si un coup d'éclat marque sa diplomatie en octobre 2001 (voir *infra*), son isolement est encore accentué quelques mois plus tard, à l'issue des négociations politiques congolaises à Sun City.

Le 27 octobre 2001⁶⁴, après deux jours de réunion à Kigali et d'une rencontre avec Kagame, le RCD-Goma et le MLC annoncent qu'une «*force mixte congolaise*» de plusieurs milliers d'hommes sera désormais chargée du désarmement des groupes armés actifs dans l'est du Congo. «*Nous avons informé le Rwanda, en tant que partenaire, sur le dialogue intercongolais d'Addis-Abeba, nous avons partagé l'état de la situation sécuritaire en RDC [République démocratique du Congo], et évoqué les perspectives d'avenir entre nos deux mouvements*», explique Olivier Kamitatu. Et le secrétaire général du MLC d'ajouter: «*[n]ous avons réaffirmé notre volonté de continuer à travailler ensemble à travers le renforcement ou la création d'institutions communes. [...] Nous avons ainsi décidé de la mise en place d'un comité politique conjoint [...], et de la création d'une commission militaire mixte qui travaillera sur la mise en place d'un état-major conjoint*»⁶⁵.

⁶¹ Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, la rébellion dont Jonas Savimbi était le chef de file jusqu'à sa mort le 22 février 2002.

⁶² Chef-lieu du Maniema, dans l'est du Congo.

⁶³ Lire LELOUP, B., «Le Rwanda dans la géopolitique régionale», *op. cit.*, pp.77-79.

⁶⁴ Dès le 11 octobre, un rapprochement était déjà perceptible après la signature, à Goma, d'un communiqué conjoint confirmant la vacance de tous les postes dans le nouvel ordre politique congolais. A Addis-Abeba, c'est ensemble que le RCD-Goma et le MLC dénoncent l'attitude de Kinshasa.

⁶⁵ Cité par *Agence France Presse*, Kigali, 27 octobre 2001.

Même si on peut se poser beaucoup de questions sur l'essence d'un tel rapprochement, l'opération paraît profitable aux deux parties, au moins temporairement⁶⁶. D'une part, l'alliance permet à Kigali de se renforcer à un moment où la tension avec l'Ouganda atteint son paroxysme (voir *supra*). D'autre part, Jean-Pierre Bemba, fragilisé par un soutien ougandais qui va en s'amenuisant, en sort lui aussi un peu moins isolé en même temps qu'il démontre à Museveni qu'il peut très bien se débrouiller sans son aide⁶⁷. Par ailleurs, leur entente permet à l'APR/RCD et à l'ALC⁶⁸ d'étendre leur contrôle sur le nord-est congolais.

Le coup est bien joué de la part du Rwanda et du MLC, qui font ainsi tous deux un pied de nez au président ougandais⁶⁹. C'est pourtant l'attitude de ce dernier⁷⁰ qui pousse Bemba à se réfugier dans les bras rwandais. Quelques explications sont ici nécessaires.

Dans le contexte des relations tendues avec le Rwanda et du rapprochement consécutif avec Kinshasa, l'Ouganda choisit, dès le mois de septembre 2001, de promouvoir Mbusa Nyamwisi au détriment du leader du MLC. Tant l'Ouganda que Kinshasa y trouvent finalement leur compte: Kabila se voit offrir un accès au Nord-Kivu⁷¹, tandis que Museveni renforce cette zone dont il craint une volonté rwandaise de se l'approprier. Nyamwisi est un Nande et est perçu par les Ougandais comme pouvant davantage avoir le contrôle de cette communauté à cheval sur les territoires du Congo et de l'Ouganda.

La clôture des négociations politiques congolaises à Sun City se solde par la signature, le 19 avril 2002, d'un accord qui fait le jeu de l'Ouganda et du MLC, tandis qu'il déforce le Rwanda et ses alliés du RCD-Goma qui en sont écartés⁷².

⁶⁶ Au bout du compte, la collaboration n'aura duré que quatre mois. A la veille de leur départ pour Sun City, deux membres influents du mouvement nous confieront avoir une relation à la «je t'aime, moi non plus» avec le RCD-Goma.

⁶⁷ A la mi-janvier, à Kampala, Bemba peut ainsi aborder en position de force un entretien avec Amama Mbabazi et Museveni lui-même, à la suite duquel il déclare: «*[w]ho told you we broke ties? We are in link with them daily on telephone. [...] Uganda made me what I am today. My soldiers were trained by Uganda. Only a fool can abuse such generosity*» (cité par *The New Vision*, Kampala, 17 janvier 2002).

⁶⁸ Armée de libération du Congo, la branche militaire du MLC.

⁶⁹ Museveni n'imaginait probablement pas que Bemba puisse aller jusqu'à s'allier avec le Rwanda, une telle alliance étant susceptible de dramatiquement faire chuter sa popularité auprès des Congolais. Ou peut-être était-ce justement le scénario souhaité?

⁷⁰ Et celle de l'Angola, intransigeante à l'égard du MLC.

⁷¹ Joseph Kabila et Mbusa Nyamwisi se sont à ce moment-là déjà rencontrés à plusieurs reprises, et notamment à Luanda.

⁷² Un premier protocole régissant les rapports entre le président Kabila et Jean-Pierre Bemba avait été signé le 17 avril par des représentants des deux parties.

Pour le président ougandais Museveni, il s'agissait surtout d'éviter que le Rwanda n'engrange un quelconque bénéfice des assises, et que ses conclusions ne lui soient pas défavorables au point de déséquilibrer les rapports de force avec Kigali. La diplomatie conduite par l'Ouganda nous semble en effet prioritairement guidée par un souci de se préparer à l'éventualité d'un conflit avec son voisin méridional. Plus précisément, l'objectif ougandais était de limiter les risques de déstabilisation du pays en s'employant à affaiblir au maximum son adversaire en vue de prendre l'avantage dans le conflit de basse intensité que se livrent Kagame et Museveni. Quant à Jean-Pierre Bemba, son intention était manifestement d'obtenir un poste à la hauteur de ses ambitions⁷³.

Le Rwanda, lui, n'avait d'autre but que d'obtenir une officialisation de son occupation de l'est du Congo, soit, dans le meilleur des cas, à travers l'intégration du RCD-Goma dans l'appareil d'Etat de transition, soit, en l'absence de compromis incluant ce dernier, en veillant à ce que le pouvoir à Kinshasa soit suffisamment faible pour ne pas menacer ce dessein. Sa stratégie passe donc dans tous les cas par un affaiblissement de Joseph Kabila.

L'attaque de Moliro, début mars 2002, relève de cette logique. Le Rwanda inflige non seulement une cinglante défaite à Kabila, mais il rappelle encore que la force est de son côté. L'opération aurait été un succès s'il n'y avait eu le vote de la résolution 1399 du Conseil de sécurité, encore que celle-ci ne mette pas directement en cause le Rwanda, puisqu'elle *«condamne la reprise des combats dans la poche de Moliro et la prise de Moliro par le RCD-Goma, et souligne qu'il s'agit d'une violation majeure du cessez-le-feu; [...] exige le retrait immédiat et sans condition des troupes du RCD-Goma de Moliro»*. Tout au plus le Rwanda est-il invité à *«user de son influence sur le RCD-Goma pour que celui-ci se plie aux exigences de la présente résolution»*⁷⁴.

L'interview que donne James Kabarebe à l'hebdomadaire *Jeune Afrique/L'intelligent*, une fois signé le pacte Kabila/Bemba, est empreinte de la même philosophie. Le chef d'état-major dépeint Kabila de façon condescendante et humiliante. Morceaux choisis: *«Joseph a eu les pires difficultés à s'adapter à la vie de soldat. Cela se voyait lors des échanges de tirs. Il ne savait pas quoi faire. Je lui ai donc tout appris.[...] Une fois Kinshasa tombée, Kabila m'a demandé d'organiser son armée. [...] J'ai [...] proposé que Joseph soit le chef d'état-major et que je sois son conseiller à distance, mais Kabila a insisté, arguant que son Joseph n'avait pas le background suffisant. [...] Autant Laurent-Désiré était fourbe, autant le fils*

⁷³ Son nouveau titre a en tout cas l'heur de le satisfaire; depuis le 22 avril, il figure en bonne place sur la page d'accueil du site internet du MLC.

⁷⁴ NATIONS UNIES, CONSEIL DE SECURITE, *Résolution 1399 (2002) adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4495e séance*, document S/RES/1399 (2002), 19 mars 2002.

est timide. Il est incapable de regarder les gens en face. Je n'ai jamais perçu chez lui une quelconque aptitude au commandement. [...] Ils [les gens de son entourage] le connaissent tous, savent tout de ses faiblesses. [...] Joseph ne peut décider de rien»⁷⁵.

Quant au RCD-Goma, son allégeance au Rwanda lui confère une existence marginale en tant qu'entité indépendante. Mais tout impopulaire et inféodé au Rwanda qu'il soit, le mouvement congolais ne disparaîtra pas de sitôt de la scène politique et militaire; son parrain a un besoin évident de lui et il ne lui retirera son soutien qu'en même temps que cesseront ses ambitions d'occuper le Congo. Rappelons-nous que la naissance du RCD est le produit direct de la pression mise sur les Rwandais au Congo en 1998, et de la frustration de certains d'entre eux (au premier rang desquels James Kabarebe) au moment de leur expulsion. L'histoire du mouvement rebelle suit la courbe empruntée par la diplomatie rwandaise. C'est d'ailleurs la volonté du Rwanda de ne pas desserrer son emprise sur la rébellion qui, très tôt, encourage l'Ouganda à favoriser l'émergence d'un mouvement concurrent. Les exemples montrant que le RCD en est souvent réduit à jouer un rôle de figuration sont légion: la nomination d'Emile Ilunga à la tête du groupuscule ou encore celle d'Eugène Serufuri au gouvernorat provincial (Nord-Kivu), pour ne citer qu'elles, ont toutes deux été imposées par Kigali⁷⁶.

L'accord signé le 19 avril n'est que le service minimum attendu par la communauté internationale et les Congolais. Beaucoup de délégués ont apposé leur signature plus par opportunisme qu'avec la conviction d'avoir participé à l'élaboration d'un véritable projet d'avenir pour leur pays. Mais cet accord est surtout fragile. L'Angola l'a accepté du bout des lèvres moyennant le respect d'exigences à propos desquelles il ne transigera pas. Le président Dos Santos semble aujourd'hui s'être fait à l'idée d'un retour de Bemba à Kinshasa, à condition qu'il modère ses prétentions et celles de ses collaborateurs mobutistes liés à l'UNITA. Bemba est également à couteaux tirés avec Mbusa Nyamwisi, avec lequel il s'est déjà affronté dans la région d'Isiro.

Selon les termes de l'accord, le président Kabila conserve son poste pendant la transition jusqu'aux élections démocratiques, tandis que Bemba devient Premier ministre. Le RCD se voit offrir la présidence de l'Assemblée nationale; celle du Sénat revient à l'opposition politique non armée.

L'accord conclu est aussitôt qualifié de «*coup d'Etat*» par le RCD, et l'offre qui lui est faite, de «*plaisanterie*». Et Azarias Ruberwa, le secrétaire général du Rassemblement, d'ajouter que l'accord est «*un scandale au regard du dialogue, du peuple du Congo, et ce qu'il cherche à mettre en place ne*

⁷⁵ *Jeune Afrique/L'intelligent*, n°2155-2156, Paris, 29 avril-12 mai 2002.

⁷⁶ Pour plus de détails, se référer à notre recherche en cours sur ce thème; l'auteur se réjouit de la transmission de tout témoignage ou information qui pourraient encore contribuer à l'enrichir.

durera pas un seul jour. [...] Ce qui s'est passé ce soir n'est en réalité rien de plus qu'un remaniement ministériel par Kabila [...] Cela n'a rien à voir avec le dialogue intercongolais, lequel doit continuer son travail»⁷⁷. Le Rwanda n'est évidemment pas plus enthousiaste: «*[t]here hadn't been a completion of the negotiations, therefore there couldn't have been an agreement*», plaide Patrick Mazimhaka⁷⁸. Poursuivant sa stratégie, le Rwanda tente d'abord de nier l'existence d'un accord qui n'inclut pas de manière satisfaisante son pupille. Dans le même temps, il s'efforce de convaincre un maximum de leaders de ne pas le signer. Kigali parvient ainsi à attirer Etienne Tshisekedi dans son giron. Le coup est bien joué de la part du Rwanda⁷⁹, d'autant que le chef de file de l'UDPS dispose d'une certaine popularité⁸⁰.

Faisant fi de ces protestations, l'accord conclu est avalisé par la Belgique, la France et la Grande-Bretagne, puis par l'Union européenne, ce qui affaiblit considérablement la position du Rwanda et l'isole encore davantage. Les ministres des Affaires étrangères Louis Michel, Hubert Védrine et Jack Straw saluent, dans une déclaration commune, «*les importantes avancées obtenues dans le cadre des travaux du dialogue national*». Le communiqué poursuit: «*[l]'accord politique conclu à cette occasion entre le gouvernement et le MLC, et auquel s'est ralliée la grande majorité des participants, pourrait faciliter la transition politique et contribuer à consolider le processus de paix régional*». Les trois ministres notent en outre que «*quelques participants, et notamment le RCD[-Goma] n'ont pas accepté de se joindre à cet accord*», ce qui «*menace l'espoir de paix né à Sun City*». Et d'appeler toutes les parties congolaises «*à continuer les négociations et à rejoindre la dynamique politique qui vient de s'engager*», mais aussi «*à s'abstenir de toute initiative susceptible de l'entraver ou de conduire à une reprise des hostilités*». De même, les Etats signataires des accords de Lusaka et les pays de la région sont invités «*à respecter et à soutenir la volonté d'unité, de démocratie et de paix que les Congolais viennent ainsi de manifester sans ambiguïté*»⁸¹.

Dans une déclaration similaire, l'Union européenne met en avant «*les acquis des réunions du dialogue*» et estime que l'accord conclu représente une «*avancée positive pour parvenir au règlement du conflit*». Et de lancer un

⁷⁷ Cité par *Agence France Presse*, Sun City, 17 avril 2002.

⁷⁸ Cité par *The New Vision*, Kampala, 30 avril 2002.

⁷⁹ Par contre, Tshisekedi ne commet-il pas là une erreur politique?

⁸⁰ Si l'on en croit le sondage réalisé par BERCi entre le 3 et le 7 avril 2002 dans les villes de Kinshasa, Kananga, Matadi, Mbandaka et Bandundu, Tshisekedi apparaît globalement comme le Premier ministre de choix des personnes interrogées (l'enquête ne prend pas Joseph Kabila en considération pour le poste).

⁸¹ Déclaration conjointe de la Belgique, la France et la Grande-Bretagne, Valence, 23 avril 2002. La Belgique et la France s'étaient mobilisées pour l'obtention d'un accord, fut-il partiel; l'adoption de la déclaration par la Grande-Bretagne est par contre moins anodine.

avertissement clair au Rwanda, qui est cette fois nommément cité: «[l']Union européenne engage tous les pays de la région, et notamment le Rwanda, à user de leur influence sur toutes les parties congolaises, et particulièrement le RCD-Goma, pour qu'elles respectent et soutiennent la volonté de paix, démocratie et réconciliation manifestée à Sun City»⁸².

Pareilles prises de position, au ton sensiblement plus ferme, laissent la porte ouverte à des actions ultérieures contre le régime rwandais. Toujours est-il que l'accord est de toute évidence avalisé par la communauté internationale.

4. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Nous avons montré combien l'engrenage dans lequel le Rwanda et l'Ouganda se sont mutuellement entraînés poursuit sa course folle. Faute d'avoir pu le stopper, les Britanniques en ont néanmoins atténué les effets, qui pourraient ne pas épargner l'est du Congo, ni même peut-être d'autres Etats de la région. Nous avons insisté sur les conséquences pour le Rwanda d'un accord Kabila/Bemba, lequel réduit encore ses appuis régionaux, tandis que l'Ouganda renforce les siens. Toutefois, le Rwanda développe des trésors d'inventivité pour rééquilibrer les rapports de force et se maintenir dans le jeu.

Quelles perspectives d'avenir pouvons-nous dès lors envisager au vu de cette situation? L'adoubement dudit accord par la communauté internationale recèle un danger en ce sens qu'il consacre la mise à l'écart du Rwanda. Fragilisé politiquement, isolé diplomatiquement, le régime rwandais pourrait ne plus réfléchir longtemps avant de recourir à la seule arme de poids qui lui reste: la force militaire. D'autant que l'incertitude qui semble régner dans la zone sous influence ougandaise pourrait l'encourager à en profiter. Les attermoissements liés à la mise en route du pacte signé à Sun City plaident, s'ils se poursuivent, en faveur d'un tel scénario.

Pour isolé qu'il soit dans la région, le régime rwandais n'en conserve-t-il pas moins suffisamment d'appuis internationaux pour se permettre de pousser le bouchon encore un peu plus loin, pourvu qu'une solide raison vienne étayer son choix? Les cibles potentielles ne manquent pas: plus encore que Lubumbashi ou Mbuji-Mayi, il y a le nord et l'est de Kisangani, en Province orientale, et la partie septentrionale du Nord-Kivu, voire l'Ouganda⁸³.

Mais le président rwandais sait aussi qu'il doit redoubler de prudence. Sa situation actuelle n'est plus celle des lendemains du génocide, et le moindre faux pas pourrait lui être fatal. Ainsi, Kagame a tout intérêt à faire

⁸² UNION EUROPEENNE, Déclaration de la présidence, 26 avril 2002.

⁸³ Les forêts de ce pays ne regorgent-elles d'ailleurs pas d'*interahamwe*, magnifique prétexte à une énième intervention?

montre de sa bonne volonté et d'initiatives pacifistes. Les réactions internationales au pacte Kabila/Bemba sont là pour le lui rappeler. Il se pourrait d'ailleurs qu'elles aient tué dans l'œuf une reprise des hostilités à l'initiative du Rwanda. Quoi qu'il en soit, si des pressions ont pu retenir Kagame de relancer la guerre, les massacres de Kisangani, en mai 2002, démontrent qu'il n'est pas prêt à la moindre concession à propos du chef-lieu de la Province orientale dont la démilitarisation, pourtant exigée à maintes reprises par le Conseil de sécurité, n'est pas pour demain. Jusqu'à quand le régime pourra-t-il justifier l'occupation de territoires aussi éloignés de sa frontière?

Anvers, mai 2002

TO THE PRESIDENT

DATE 19 APR 01

Send a copy of this to HQ for further study and necessary action.

Your Excellency,

I briefly visited Rukungiri on Saturday the following is what I found:

1. Consistent rumours of registration of rebels.
2. Consistent meetings with gentleman from Kampala the likes of Musinguzi Guruga, the Babihuga family, Maj Rubarama Ruranga and others all on the same subject mobilising supporters.
3. Capt (Rtd) Karabazi is in charge of all coordination (brother Lt Col Mande).
4. Consistent reports of purchasing of maize in large quantities heading towards Rwanda. In Rweru this weekend two of the Winnie Babihuga's brothers were seen buying maize in large quantities.
5. Your Excellency there is increased movement of Rwandese army officers on pass and looking for Asylum.

There is increased presence of RPA Intelligence operatives in Ishasha area. I am sure there are sinister plans against Uganda but my worry is that the UPDI troops in the area leave a lot to be desired. I observed the following:

- a. Detaches Vs strength and opns. ALL From 2nd Div HQ GAZALU.
 - (1) Kaumi 16
 - (2) Nyabubare 11
 - (3) Bwambara 11
 - (4) Bwentare 39
 - (5) Nchwera 11
 - (6) Rवेशान्ता 23 soldiers
 - (7) Ishasha customs 20.
- b. All have no support weapons- just hold ordinary AK 47.

3. Observations:

a. 2nd Garrison Unit should be replaced for all its soldiers are either casualties, TB cases or have some physical problems that make them an ineffective force.

b. Support weapons especially LMGs and mortars needed. Adjacent to some of the defences are dead grounds and SMGs are rendered ineffective if attacked from those fronts.

c. They are skeletal detachments. The manpower is not enough to repulse a strong unit. At least each detach would require a tone of a platoon.

d. No communication systems in place. Even the man pack at the Garrison the Ishasha no longer functions.

For walkie talkies units bordering for election period from Ministry of Health which are now being withdrawn.

e. All have problems of uniform, shoes, drugs and food. The food given to them is extremely inadequate.


M. R. WAKITARATE
CAPT

TO: HE THE PRESIDENT

FM: AG CMI

DATE: 03 JUL 01

SUBJ: CURRENT PLANS BY LT COL MANDE

SOURCES: RELIABLE

1. Lt Col Mande and Lt Col Kyakabale have been ringing several UPDF officers and men to join them in their armed struggle against the Government.

They are in Rwanda and are suspected to be secretly staying at Nyarutarama Tennis Club - Kigali.

2. Lt Col Mande claims that he has already established a base and has received enough weapons from South Africa especially missiles.

He further claims that he has so far received 376 recruits and that his sponsors are very happy but that he lacks experienced commanders. He also claims to be having about 3000 recruits pending in eastern Uganda.

3. Capt Katabaazi a son of Nsheka from Kebisooni - Rukungiri is still trying to recruit UPDF officers and men to join the armed struggle against the Government.

a. He has so far met one of our sources twice to whom he disclosed that they are planning to carry out raids in Kampala.

- b. He further revealed that although HE The President tried to recruit him during Presidential elections, he will still work for Mande. He gave our source US\$150 for renting a house for his family but promised him more money to take the family to Denmark before he lives.
- c. He has tasked our source to look for five officers with whom to travel (MI intends to find and give them to the source).
- The source promised him that he will concentrate on junior officers who may be keen to join but not senior officers.
- d. Capt Katabaazi further disclosed that the group has already linked with Sudan and would like to link up with LRA.
4. One of our contacts whom Lt Col Mande talked to on 27 Jun 01 disclosed;
- a. That they claim Maj Bashaija of 2 Division is in their group.
- b. That Sepuliba Mutumba who won parliamentary elections in Kawempe is their man.
- c. That three of their own contacts are informing MI.
- d. The group promised to send a contact to bring some money to the source. They praised him that the cover to campaign for President Museveni during elections was good.
5. Our reliable source whom Lt Col Mande rang on 28 Jun 01 and tasked to go to Kinkizi and survey routes which connect to Congo has come back. He received Ushs 100,000 for this task from James Musinguzi.
- He had also been tasked to generally establish the mood of the people in Kinkizi west whom he claimed had been cheated during the elections by Hon. A. Mbabazi, adding that these aggrieved people would be very useful in the armed struggle against the Government.
- 2

The source believes that recruits will be ferried through the routes to be established to the intended reorganisation centre in Kyengyerero area in DRC via Kyeshero, Kishaaru and Kihito.

6. There is unconfirmed information that Dr K Besigye intends to escape from the country by road most probably through the eastern part of Uganda. That his escape is delayed due to the fact that he is still organising fighters whom he wants to live in place.

7. The following have been indicated as external coordinators between London and Rwanda ;

- a. "Maj" Okwiri Rabwoni;
- b. "Maj" Asidri (formerly had office on Uganda House).

8. A source has revealed that agents of Lt Col Mande recruited five people who were taken to Angola for training on 22 Jun 01 . They intend to carry out assassinations of important government officials.

9. a. Rwanda government strongly believes that Uganda is training its dissidents in Kyankwanzi and Kyangwale. The claim is that several Hutu refugees who crossed from Tanzania to Nakivale were allegedly taken for the above training.

- b. President Kagame is now against Uganda government and is said to have been behind Lt Col Mande's resignation letter to the Army Commander calling it a tit for tat against Uganda's fraternity with Maj Alfronse Furuma and others.

RPF/RPA is still making efforts to incite UPDF officers and men - to flee Uganda to Rwanda.

SUGGESTION

10. As we continue to collect information, we suggest that a force of at least one battalion armed with armour and tanks be put in place to protect the city against the ambitious and subversive interests of these people.

NOBLE MAYOMBO (MP)
Lt Col
AG CMI&S

Signal for 21/01

Note: RPA has been breaking through our communication lines. Our communication equipments used need to be revised.

Military Expenditure, about US\$92 million and about 3.8% of GDP.

// Income: RPA carries out direct mining i.e in Punia - DRC where it has a permanent force strictly deployed to guard coltan mines, to supervise its mining and delivery to RPA's external Intelligence's Congo Desk -Kigali.

RPA Congo desk of Internal Intelligence has the monopoly of purchasing minerals from eastern DRC.

The RPA/RCD Goma controlled areas are financing RPA war effort in DRC.

CURRENT ACTIVITIES.

• A lot of preparatory activity i.e troops movement.

• RPA has been deploying its troops in areas of Umutara, Byumba, Ruhengeri, Gisenyi in northern Rwanda as part of its preparations to fight Uganda. These are troops which have been withdrawn from DRC.

Local Unit

→ There is retraining of LDUs and mobilisation of Congolese Tutsi youths at the established training wing of Kiushaki to provide adequate man power.

→ Stepped up propaganda that Uganda is training and harbouring the enemies of Rwanda i.e Interahamwe. This is used as a pretext to divert the Rwandese people from the repressive tendencies which has resulted into several

defections of RPA officers and men.

Many section of the civil population are fed on the negative propaganda that Uganda authorities do not want to recognise Rwanda as an Independent country. The seems to work as a mobilisation tool.

Acquisition of new weaponry.

Regular units are full time training in anticipation for an attack from Uganda. Also some resources have been put aside for this purpose.

Trying to make alliances with groups opposed to Uganda government i.e ADF. Funding Besirye during Presidential campaigns.

INTERNAL PROBLEMS IN RPA:

RPA is financially handicapped with the recurrent budget financing on average less than 30% of the requirements.

They have acute transport problems operational i.e troop carriers are very few.

They are over stretched and thin on ground both at home and in DRC. However, some units which have been withdrawn from DRC will cover some gaps i.e 3 Bn, 4 Bn, 17 Bn, 59Bn.

The high rates of desertions from operations especially in DRC.

Several defections and flight from RPA of officers and men into Uganda who claim persecution are seeking for asylum.

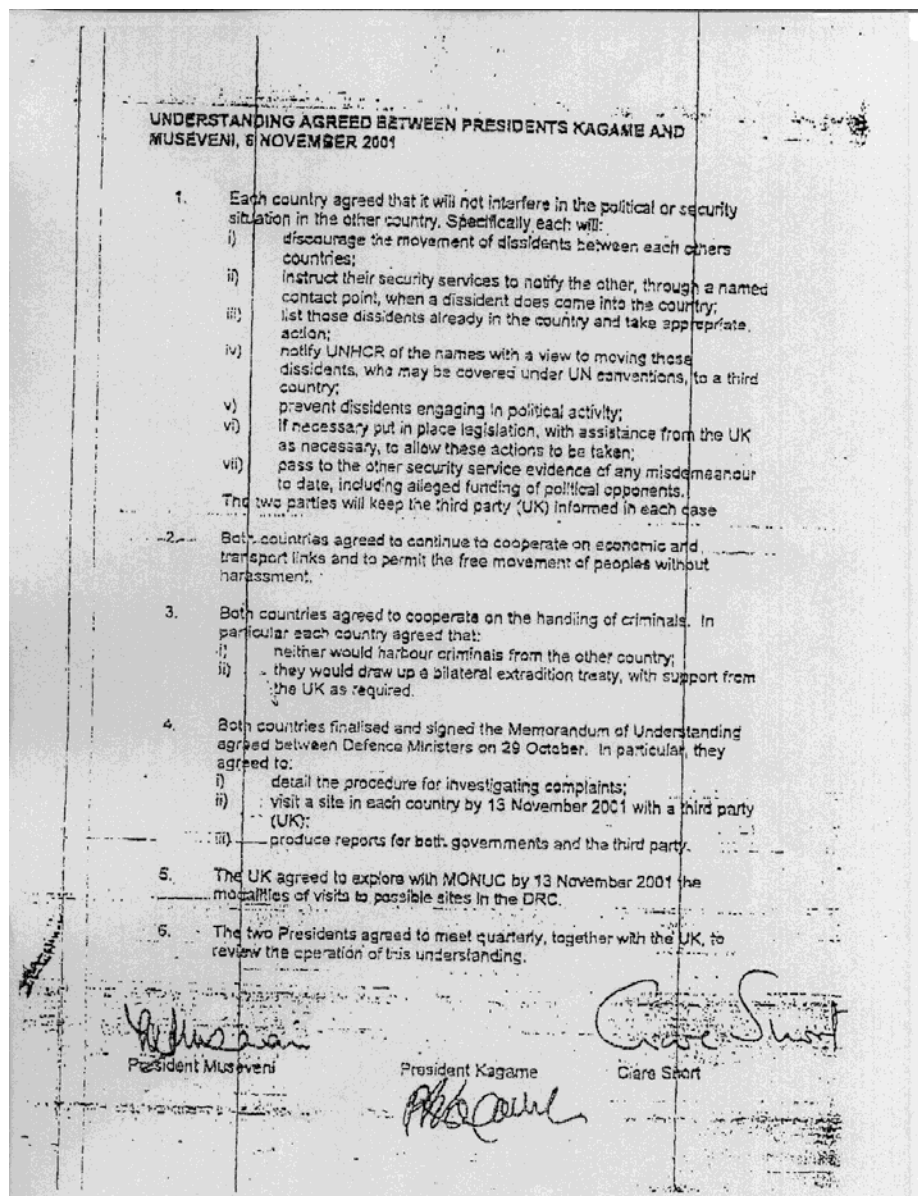
Note

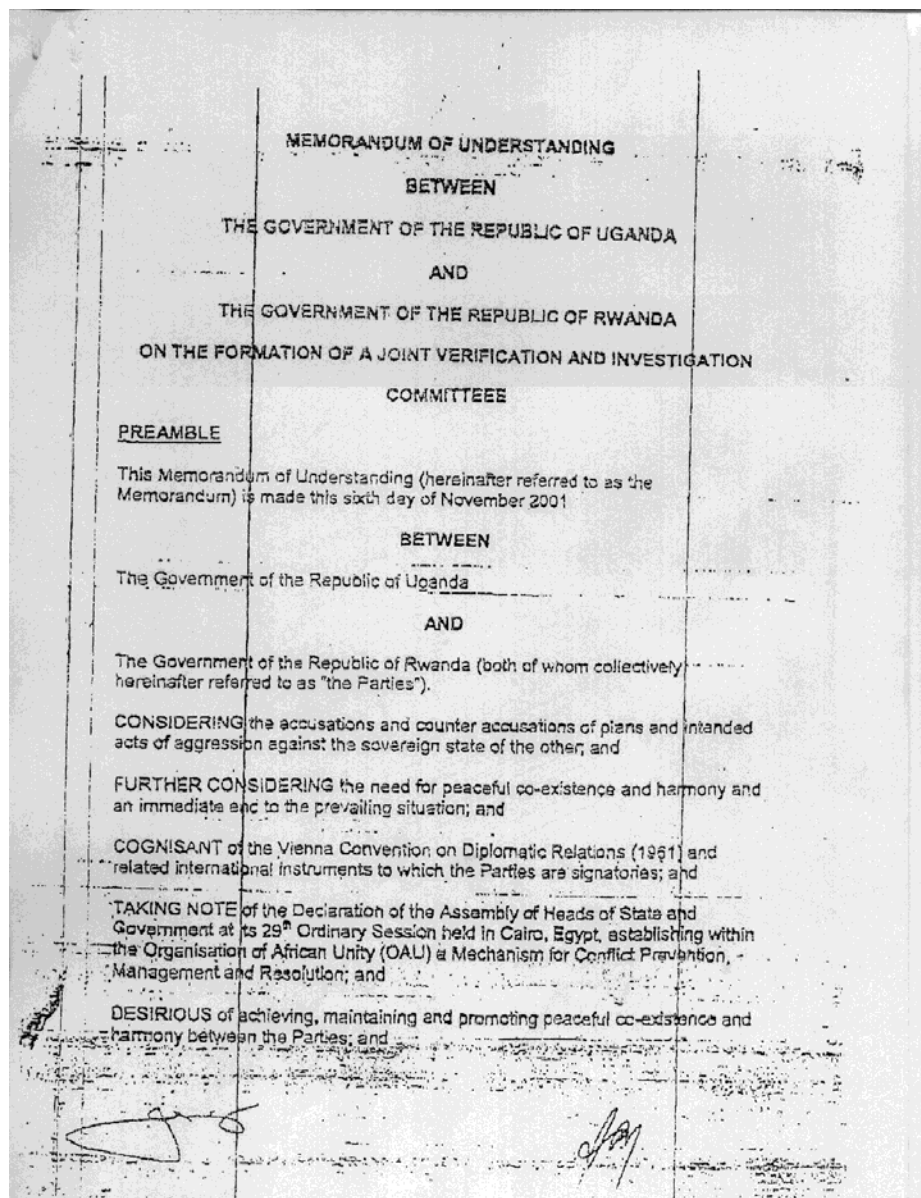
RPA is also likely to send infiltrators pretending to

be asylum seekers.

- There is a high rate of demand for mobilisation by the Anglophone and Francophone educated category of soldiers.
- RPA is developing some cracks along several lines i.e ethnic biases, property ownership, Anglophone/Francophone tendencies.

NOBLE MAYOMBO (MP)
Lt Col
AG CMIS/S





PURSUANT to dialogue between the two Heads of States in Durban, South Africa in which it was agreed that a Joint Verification and Investigation (hereinafter referred to as the Committee) be constituted by the Parties with the aim of achieving the preceding objectives;

IT IS HEREBY AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

COMPOSITION

- 1.1.1 The Parties shall immediately constitute or cause to be constituted a Committee whose composition, status and mandate shall be in accordance with Articles of this Memorandum.
- 1.2.1 The Committee shall comprise six officers from each of the Party's Armed Forces, namely the Ugandan Peoples' Defence Forces (UPDF) and the Rwanda Patriotic Army (RPA). There shall be equal representation from either Party in the respective countries.
- 1.2.2 The Committee may, in the execution of its mandate, agreed on and/or require the presence and/or services, of any person(s) other than those mentioned in Article 1.2 above.
- 1.2.3 The Parties may withdraw and replace, at their instance, any members(s) of the Committee.

ARTICLE 2

MANDATE

- 2.1. The mandate of the Committee shall include the following:
 - (a) To verify and investigate all allegations and carry out Impromptu Inspection(s) of area(s) within the territories of the Parties where alleged acts of aggression or hostilities including, but not limited to, alleged recruitment, training, reorganisation, deployments and support to hostile elements are taking place and make a report of its finding.

- (b) To verify and investigate all allegations and carry out impromptu inspection(s) of area(s) outside the territories of the Parties where alleged acts of aggression or hostilities including, but not limited to, alleged recruitment, training, reorganisation, deployment and support to hostile elements are taking place in so far as the area(s) outside the territory is/are under the control of either Party to this Memorandum

ARTICLE 3

MODE OF OPERATION

- 3.1 In the execution of its mandate, the Committee shall:
- (a) Carry out impromptu on the spot inspection(s) or check(s),
 - (b) Conduct interviews
 - (c) Use audio, video or photographic recording
 - (d) Use any other mode agreed upon by members of the Committee.
- 3.2 The operations of the Committee shall be carried out jointly.
- 3.3 The team shall be based in both countries.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS

- 4.1. The Parties undertake to recognise the Committee so formed.
- 4.2. The Parties shall ensure security and protection of the members of the Committee in their respective states and in territories outside the states but under their operational control. Members of the Committee may carry personal weapons for personal safety provided that the said weapons are registered with the relevant authorities of the host Party.
- 4.3. The Parties shall take appropriate measures without undue delay or hindrance of whatever form to provide the necessary facilities to the Committee to enable it to attain the assigned mandate.
- 4.4. The Parties shall take necessary steps to facilitate members of the Committee without undue delay or hindrance of whatever form entry into, stay in and exit from their respective territories and areas without their territory but under their control.

- 4.5. The Parties shall grant members of the Committee freedom of movement and travel in their respective territories and areas without their territory but under their control in order to permit the effective execution of their mission.
- 4.6. The Parties shall guarantee members of the Committee unfettered access to any area(s) of interest in accordance with the mandate of the Committee.
- 4.7. The Parties shall grant the members of the Committee immunities as well as privileges in accordance with international law in the field of relations among states:
 - (a) Immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity; such immunity to continue notwithstanding that the persons concerned have ceased to be members of the Committee
 - (b) Immunity against personal arrest or detention, official interrogation, inspection and search. The Parties shall treat the members of the Committee with due respect and shall take all appropriate steps to prevent any attack on their person, freedom or dignity.
 - (c) Immunity from seizure of their personal and official baggage including any still and/or video recordings made in the execution of the Committee's mandate.
 - (d) Inviolability of all their papers and documents and the right to receive documents or correspondence by mail or diplomatic bag.
 - (e) The same immunities and privileges with regard to their personal belongings as those accorded to diplomatic personnel
- 4.8. In the enjoyment of these immunities and privileges, members of the Committee shall have the duty and obligation to respect the laws and regulations of the Parties to this memorandum and shall refrain from any acts/activities incompatible with their mission.
- 4.9. The immunities and privileges granted to members of the Committee under this Memorandum can, at the request of either party be waived due to acts/conduct incompatible with their mission.
- 4.10. The Parties shall grant members of the Committee the right to wear their respective service uniforms and insignia within the areas defined in the mandate

ARTICLE 5

REPORTS

- 5.1 The reports of the Committee shall be immediately submitted to the respective appointing authorities. The report shall be signed by the three Parties, however, in the event of one Party being unable to sign signatures of two Parties will suffice.

ARTICLE 6

CONFIDENTIALITY

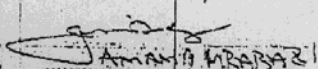
- 6.1 Members of the Committee shall not disclose matters of the Committee to unauthorised persons and the media unless with express permission from appointing authorities.

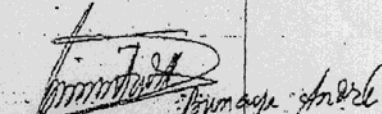
ARTICLE 7

GENERAL PROVISIONS

- 7.1 This Memorandum may be amended or revised with the consent of the Parties.
- 7.2 Any dispute between the Parties to this Memorandum relating to the interpretation and application shall be resolved by the Parties through negotiations.
- 7.3 This Memorandum shall take effect upon signature by the Parties

IN WITNESS WHEREOF, the duly authorised Representative of the Parties have signed this Memorandum of Understanding at Lancaster House on the date first here above mentioned.


AMAMA MBABAZI
MINISTER OF DEFENCE
FOR AND ON BEHALF OF THE
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC
OF UGANDA


JEAN BAPTISTE NDAYISHIMIYE
MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS
AND REGIONAL COOPERATION
FOR AND ON BEHALF OF THE
GOVERNMENT OF THE REPUBLIC
OF RWANDA